GK. - 1 - L. 3492/1.

1 Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 19 mars 1953, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "organique de la police judiciaire des parquets", a donné le 24 juin 1953 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19e Maart 1953 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot inrichting der gerechtelijke politie bij de parketten", heeft de 24e Juni 1953 het volgend advies gegeven :

I.

Etant donné que la plupart des dispositions du projet sont reprises sans modification aux arrêtés en vigueur que le projet coordonne, il y aurait intérêt à faire le départ entre les dispositions entièrement ou partiellement nouvelles et celles qui sont simplement coordonnées.

Parmi les dispositions nouvelles, il convient de citer l'article 10 du projet, qui soustrait au régime des droits de préférence établis par la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 le recrutement à toutes les fonctions d'officier et d'agent judiciaires et non plus seulement le recrutement aux fonctions d'officier et d'agent féminins, comme le faisait l'arrêté royal du 28 janvier 1953. Pareille dérogation doit être motivée pour répondre à l'esprit de l'article 5, alinéa 2, de la loi précitée, fondement de l'article 10 du projet.

Pour ces deux raisons, le Conseil d'Etat propose d'insérer dans le préambule trois alinéas nouveaux.

II.

Aux termes de la lettre du 18 mars 1953 formulant la demande d'avis, le comité régulateur des polices judiciaires ainsi que la commission paritaire ont émis leurs avis au sujet des nouvelles dispositions relatives à l'âge d'admission des candidats officiers et des candidats agents judiciaires.

Le Conseil d'Etat ignore si les mêmes avis ont été donnés tant par le comité régulateur au sujet de toutes les autres dispositions nouvelles que

.../...

par la commission paritaire consultative en ce qui concerne les dispositions relatives aux intérêts matériels et professionnels des membres des polices judiciaires.

III.

Le Conseil d'Etat suggère de compléter l'article 1er par un alinéa 2 qui viserait le personnel attaché aux officiers judiciaires, dont le cadre a été fixé par l'arrêté ministériel du 30 mars 1951.

IV.

En ce qui concerne l'article 6, le Conseil d'Etat rappelle son avis n° L. 2957/1 sur le projet d'arrêté royal relatif aux officiers et agents judiciaires féminins près les parquets, devenu l'arrêté royal du 28 janvier 1953, dans lequel il avait proposé que celles des conditions d'accession qui étaient imposées par l'arrêté ministériel du 1er mars 1937 sans avoir été prévues par l'arrêté royal organique, soient incorporées à celui-ci. La même observation s'applique aux conditions de recrutement des officiers et agents masculins; elle justifie le 4° nouveau et le 6° insérés dans le texte proposé ci-après pour l'article 6, ainsi que les 4°, 5° et 7° de l'article 8 nouveau que le Conseil d'Etat suggère d'ajouter au projet.

V.

L'article 21 du projet omet de déterminer la position hiérarchique des officiers et agents techniques. Il doit être complété sur ce point.

VI.

L'alinéa 2 de l'article 21 qualifie "grade." chacune des dénominations énumérées à l'alinéa 1er. Le terme n'est pas adéquat parce qu'une de ces dénominations, celle d'"agent-inspecteur judiciaire", ne correspond pas à un grade mais à un titre, que les agents judiciaires autres que les opérateurs reçoivent lorsqu'ils sont confirmés dans leurs fonctions à la fin de leur période d'essai. Afin d'éviter l'emploi du mot "grade", le Conseil d'Etat suggère une rédaction qui s'inspire de cette considération.

VII.

Le Conseil d'Etat suggère de reporter en annexe la description du costume. L'article 22 du projet pourrait être rédigé comme suit :

"Les officiers judiciaires près les parquets sont autorisés à porter le costume de cérémonie décrit à l'annexe II du présent arrêté.".

L'annexe pourrait se présenter comme suit :

.../...

"II. Costume de cérémonie des officiers judiciaires.

Costume des officiers masculins.

Habit-frac ... etc...".

Cette annexe pourrait être éventuellement complétée plus tard par la description d'un costume féminin.

VIII.

A l'article 23, la référence aux deux arrêtés ne paraît pas judicieuse. En effet, l'arrêté royal du 3 décembre 1839 prévoit une "ceinture avec frange aux couleurs nationales", la frange étant "en argent" pour le commissaire prévu par l'article 126 de la loi communale (commissaire en chef). D'autre part, l'arrêté royal du 7 février 1859 dispose que le costume déterminé par l'arrêté royal du 3 décembre 1839 est maintenu, mais que le Ministre peut autoriser les communes qui le demandent à le modifier conformément à une nouvelle description. Celle-ci prévoit la ceinture en soie noire et jaune avec frange rouge.

L'article 23 devrait donc décrire la ceinture sans faire usage de référence.

IX.

Par souci de concordance avec l'article 26 du projet, le Conseil d'Etat suggère de ne pas employer à l'article 25, 2°, le terme : "brigade".

.../...

X.

En présence des termes de l'article 36 du projet, le Conseil d'Etat est d'avis que les alinéas 2 et 3 de l'article 25, 3°, sont inutiles et doivent être omis.

XI.

A l'article 31, le Conseil d'Etat est d'avis que la phrase:"le chef du réseau de communication par radio ... est responsable envers la Régie des T.T. de l'observation des réglementations internationales et nationales en matière de radio-communication" ne reflète pas exactement la situation de ce chef de réseau.

Il serait préférable de dire que les membres de la police judiciaire qui sont chargés du service de radiocommunications doivent respecter les instructions de la Régie des télégraphes et téléphones sur la matière.

En effet, en vertu de l'article 3 de la loi du 14 mai 1930, personne ne peut émettre et recevoir des communications par radio s'il n'a été individuellement autorisé par le Ministre des Communications, sous certaines conditions fixées par celui-ci.

La méconnaissance des dispositions de la loi du 14 mai 1930 entraîne la responsabilité pénale de l'auteur de l'infraction (article 6).

.../...

Selon les renseignements fournis par le Ministère de la Justice, le chef du réseau a obtenu cette autorisation personnelle et a organisé ses services sur cette base.

D'autre part, du point de vue disciplinaire, le chef-radio se trouve sous les ordres du commissaire général (article 30) et a qualité d'officier judiciaire (article 5). Les sanctions disciplinaires peuvent lui être infligées, selon leur gravité, soit par le procureur général (article 48), soit par le Roi (article 49), après avis du comité régulateur (article 49).

S'il commet donc une faute disciplinaire, il ne doit pas en répondre devant la Régie des télégraphes et des téléphones, quand bien même cette faute serait spéciale à son service.

XII.

Au 2° de l'article 40, la rédaction proposée aboutit à exclure du comité tous les membres du service radio et des laboratoires. En effet, l'appellation "officier judiciaire" couvre ici le grade et non la qualité; elle ne peut donc s'appliquer au chef-radio ni aux chefs de laboratoire. Quant aux opérateurs, ils n'ont pas le titre d'inspecteur.

XIII.

Le Conseil d'Etat estime qu'il serait préférable de reprendre la fin du 2° de l'article 40

et les mots "et pour la durée" figurant à la fin du 4°, en un second alinéa qui serait rédigé comme suit :

"Le mandat des assesseurs et des membres suppléants est de deux années. Il est renouvelable.".

XIV.

Les articles 48, 49 et 50 détaillent les grades des officiers et agents judiciaires auxquels ils s'appliquent. Parmi ceux-ci, ils omettent de mentionner les grades des officiers et agents techniques.

XV.

Le Conseil d'Etat est d'avis que la disposition concernant les traitements des officiers et agents judiciaires devrait figurer sous le chapitre XII du projet. Il y aurait lieu de supprimer les mots "et les traitements",figurant à l'article 1er.

XVI.

Le Conseil d'Etat fait remarquer que la référence au "barème des traitements V, VI, VII" figurant à l'article 57 est devenue caduque par l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 16 février 1953 portant statut pécuniaire du personnel des ministères.

+

+ +

Pour le surplus, le projet appelle des modifications de forme qui sont contenues dans le texte proposé ci-après.

ARRETE ROYAL ORGANIQUE DES POLICES JUDICIAIRES DES PARQUETS.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets, modifiée par la loi du 21 août 1948 supprimant la réglementation officielle de la prostitution;

Vu la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, notamment l'article 157 modifié par l'article 9 de la loi du 31 juillet 1929;

Vu la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, notamment l'article 5, alinéa 2;

Considérant qu'il est opportun de réunir en un seul texte toute la réglementation relative aux polices judiciaires des parquets;

Considérant qu'il importe de modifier les dispositions relatives à l'âge d'admission des officiers et agents judiciaires, de refondre les dispositions relatives au réseau de radiocommunications propre aux polices judiciaires des parquets et, enfin, d'appliquer aux officiers et agents judiciaires le statut pécuniaire du personnel des administrations de l'Etat;

.../...

Considérant que les fonctions d'officier et d'agent judiciaire exigent, par leur nature, des garanties particulières de confiance;

Vu l'avis de la commission paritaire consultative près le comité régulateur des polices judiciaires des parquets;

Vu l'avis du comité régulateur des polices judiciaires près les parquets;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. - DU CADRE.

Article 1er.-

Le cadre organique et les traitements des officiers et agents judiciaires des parquets sont fixés conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Dans les cadres des parquets des tribunaux de première instance, le Ministre de la Justice fixe le nombre de secrétaires adjoints, de secrétaires adjoints à titre personnel, d'employés, de messagers et de chauffeurs-mécaniciens spécialement attachés aux officiers judiciaires.

.../...

Articles 2 et 3.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 4.-

Il est créé un réseau de radiocommunication propre aux polices judiciaires des parquets.

Article 5.-

L'équipement technique de ce réseau comprend :

1° un laboratoire radiotechnique à la police judiciaire du parquet de Bruxelles;

2° une station centrale d'émission-réception à la police judiciaire du parquet de Bruxelles, pour les communications nationales et internationales;

3° une station d'émission-réception aux polices judiciaires des parquets déterminés par le Ministre de la Justice.

Le chef du réseau a la qualité d'officier judiciaire; les opérateurs ont la qualité d'agent judiciaire.

CHAPITRE II. - DU RECRUTEMENT.

Section 1ère. - Du personnel masculin.

Article 6.-

Pour être nommé agent judiciaire masculin il faut :

.../...

1° être Belge et jouir des droits civils et politiques;

2° avoir satisfait aux lois sur la milice;

3° être âgé de 21 ans au moins et de 32 ans au plus;

4° avoir terminé les études moyennes du degré inférieur ou avoir fait au moins des études équivalentes ou exercer un emploi public pour lequel ces études sont requises;

5° avoir subi avec succès l'examen de capacité dont le Ministre de la Justice détermine le programme;

6° être admis par une commission médicale instituée par le Ministre de la Justice, lequel fixe les conditions d'aptitude physique requises.

Article 7.-

Peuvent être nommés agents judiciaires sans devoir subir l'examen de capacité ni justifier des conditions d'études, les candidats âgés de 30 ans au moins et de 35 ans au plus, qui appartiennent au corps de gendarmerie ou à une police communale et y ont accompli huit années au moins de service actif au cours duquel ils ont fait preuve d'aptitudes particulières aux fonctions qu'ils seront appelés à exercer dans la police judiciaire.

Ces candidats sont nommés sur proposition du comité régulateur des polices judiciaires. Ils prennent rang, pour l'ancienneté, au jour de leur nomination.

Ces nominations ne peuvent se faire que dans la mesure où le nombre des agents masculins

ainsi nommés et des agents féminins nommés par application de l'article 12 n'excède pas, dans chaque arrondissement, le dixième du nombre total des agents qui y sont en fonction.

Article 8.-

Pour être nommé officier judiciaire masculin, il faut :

1° être Belge et jouir des droits civils et politiques;

2° avoir satisfait aux lois sur la milice;

3° être âgé de 25 ans au moins et de 40 ans au plus, de 45 ans au plus s'il s'agit d'un agent judiciair

4° être docteur en droit, officier de police ou agent judiciaire, ou avoir subi avec succès l'examen d'agent judiciaire;

5° avoir terminé les études moyennes du degré supérieur ou avoir fait des études équivalentes, ou exercer un emploi public pour lequel ces études sont requises;

6° avoir subi avec succès l'examen de capacité dont le Ministre de la Justice détermine le programme;

7° sauf pour les agents judiciaires en fonction, être admis par une commission médicale instituée par le Ministre de la Justice, lequel fixe les conditions d'aptitude physique requises.

Article 9.-

Nul ne peut être chef du laboratoire de Bruxelles, s'il n'est titulaire du grade académique de docteur en sciences ou d'ingénieur civil chimiste.

.../...

Article 10.-

Le Ministre de la Justice détermine, en se conformant aux exigences de la réglementation générale relative aux installations privées de radiocommunications, les conditions supplémentaires de recrutement des officiers et agents judiciaires du réseau de radiocommunications.

Section 2. - Du personnel féminin.

Article 11.-

... (texte de l'article 7 du projet du Gouvernement) ...

Article 12 -

... (texte de l'article 8 du projet du Gouvernement, sous réserve d'écrire en chiffres les âges des candidates, et de modifier comme suit le dernier alinéa : "... des agents masculins nommés par application de l'article 7, et des agents ...") ...

Article 13.-

... (texte de l'article 9 du projet du Gouvernement, sous réserve d'ajouter, au début du 5° : "sauf pour les agents judiciaires en fonction ,") ...

Section 3. - Dispositions communes.

Article 14.-

... (texte de l'article 10 du projet du Gouvernement) ...

.../...

Article 15.-

... (texte de l'article 13 du projet du Gouvernement, sous réserve de supprimer, à l'alinéa 2, le mot "déjà") ...

Article 16.-

Après la période d'essai, les agents judiciaires autres que les opérateurs, qui sont confirmés dans leurs fonctions, reçoivent le titre d'agent inspecteur judiciaire.

CHAPITRE III. - DE L'AVANCEMENT.

Articles 17 et 18.-

... (texte des articles 15 et 16 du projet du Gouvernement) ...

Article 19.-

... (texte de l'article 17 du projet du Gouvernement, sous réserve d'y ajouter un alinéa 2 ainsi rédigé :

"Cette disposition n'est pas applicable aux chefs de laboratoire, ni au chef du réseau de radiocommunications.") ...

Articles 20, 21 et 22.-

... (texte des articles 18, 19 et 20 du projet du Gouvernement) ...

.../...

CHAPITRE IV. - DE LA HIERARCHIE.

Article 23.-

... (alinéa 1er : texte de l'article 21 du projet du Gouvernement) ...

Dans l'exercice des fonctions, l'obéissance est due suivant l'ordre hiérarchique qui précède.

CHAPITRE V. - DE L'UNIFORME.

Article 24.-

Les officiers judiciaires près les parquets sont autorisés à porter le costume de cérémonie décrit à l'annexe II du présent arrêté.

CHAPITRE VI. - DES INSIGNES.

Article 25.-

... (voir observation au sujet de l'article 23 du projet , figurant dans l'avis ci-dessus) ...

Article 26.-

... (texte de l'article 24 du projet du Gouvernement) ...

CHAPITRE VII. - DES ATTRIBUTIONS.

Article 27.-

L'officier commissaire général aux délégations judiciaires a notamment dans ses attributions :

1° l'administration et la direction du Bulletin central de signalement, la direction du Bureau central de documentation nationale et internationale de police criminelle;

2° la coordination des communications et rapports entre les polices judiciaires des parquets et le Bureau central de documentation;

3° sous la direction des procureurs généraux près les cours d'appel, la liaison entre les polices judiciaires près les parquets pour l'exécution des devoirs qui lui seront indiqués;

4° sous la direction des mêmes procureurs généraux, la surveillance et le contrôle du réseau de radiocommunications des polices judiciaires des parquets, ainsi que la coordination des relations entre les diverses stations de ce réseau;

5° les relations par radio avec les pays étrangers.

Articles 28 et 29.-

... (texte des articles 26 et 27 du projet du Gouvernement) ...

Article 30.-

Les officiers et agents judiciaires féminins attachés à la police judiciaire d'un parquet forment une section de police judiciaire féminine dirigée par un officier ou un agent judiciaire

féminin qui relève immédiatement de l'officier commandant la police judiciaire du parquet ou du commissaire principal désigné par celui-ci. Il reçoit par son intermédiaire les devoirs prescrits par les magistrats de l'ordre judiciaire et lui transmet les procès-verbaux et rapports.

Article 31.-

... (texte de l'article 29 du projet du Gouvernement) ...

Article 32.-

Le chef du réseau de radiocommunications est placé directement sous les ordres du commissaire général aux délégations judiciaires pour ce qui concerne ses attributions définies à l'article 33.

Article 33.-

Le chef du réseau est chargé de l'organisation et de la direction techniques du réseau de radic communications.

Il veille à l'instruction théorique et pratique de tout le personnel appelé à desservir l'équipement du réseau.

Dans l'accomplissement de ses fonctions, il peut donner des instructions et exercer des surveillances pour tout ce qui se rapporte aux questions techniques du réseau de radiocommunications.

Les officiers commandant les polices judiciaires des parquets lui doivent assistance pour l'accomplissement de sa mission.

Les procureurs du Roi organisent dans leur arrondissement la liaison avec les autres réseaux de communications par radio du pays.

Article 34.-

Les membres de la police judiciaire chargés du service de radiocommunications doivent respecter les instructions de la Régie des télégraphes et des téléphones sur la matière.

CHAPITRE VIII. - DU COMITE REGULATEUR DES POLICES JUDICIAIRES PRES LES PARQUETS.

Article 35.-

... (texte de l'article 32 du projet du Gouvernement) ...

Article 36.-

Sous réserve des attributions de la commission consultative paritaire instituée près le comité régulateur, celui-ci exerce les attributions suivantes :

1° il prépare les projets d'arrêtés généraux concernant les polices judiciaires, leur réseau de radio communications et les laboratoires de police scientifique;

.../...

2° il règle, sous l'approbation du Ministre, toutes les questions relatives au mode de travail de ces services;

3° il donne son avis sur les nominations, promotions, augmentations de traitements et déplacements du personnel de ces services ainsi que sur les distinctions honorifiques à lui accorder;

4° il donne son avis sur l'application des peines disciplinaires prévues à l'article 49.

S'il est appelé à donner son avis sur une proposition de déplacement d'office dans l'intérêt du service, il entend l'intéressé.

Article 37.-

Sont membres de ce comité :

1° les procureurs généraux près les trois cours d'appel;

2° un fonctionnaire ou son suppléant, désignés par le Ministre de la Justice;

3° ... (comme au projet du Gouvernement) ...

Article 38.-

... (texte de l'article 35 du projet du Gouvernement) ...

Article 39.-

Le Ministre de la Justice ou le comité régulateur peuvent appeler des magistrats, des fonctionnaires, des officiers et agents judiciaires à participer aux travaux.

Le président du comité régulateur appelle, chaque fois qu'il le juge utile, le commissaire général aux délégations judiciaires à participer, avec voix consultative, aux travaux du comité.

Articles 40 à 42.-

... (texte des articles 37 à 39 du projet du Gouvernement) ...

Article 43.-

... (texte de l'article 40 du projet du Gouvernement, sous réserve de supprimer les deux dernières phrases du 2°) ...

Articles 44 et 45.-

... (texte des articles 41 et 42 du projet du Gouvernement) ...

CHAPITRE X. - DISPOSITION COMMUNE AUX CHAPITRES VIII ET IX.

Article 46.-

... (texte de l'article 43 du projet du Gouvernement) ...

.../...

CHAPITRE XI. - DE LA DISCIPLINE.

Article 47.-

Les membres du personnel des polices judiciaires des parquets, qui manquent à leurs devoirs professionnels ou qui compromettent la dignité de leurs fonctions, sont passibles de peines disciplinaires.

Article 48.-

... (texte de l'article 45 du projet du Gouvernement) ...

Article 49.-

L'octroi de l'augmentation de traitement qui aurait dû être accordée à un membre du personnel après qu'il a été frappé d'une peine disciplinaire, sera retardé :

1° d'un an, après la réprimande, ainsi qu'après le premier avertissement donné par le procureur général en vertu de l'article 280 du Code d'instruction criminelle;

2° de deux ans, après la réprimande avec privation de traitement;

3° de trois ans, après la rétrogradation, après la suspension, après l'injonction faite en vertu de l'article 281 du même Code, ainsi qu'après tout nouvel avertissement donné en vertu de l'article 280 de ce Code.

Cette mesure ne modifie pas les époques auxquelles des augmentations ultérieures de traitement doivent être octroyées.

Article 50.-

Des prestations supplémentaires peuvent être imposées par l'officier qui commande une police judiciaire en compensation soit d'une courte absence irrégulière, soit d'une arrivée tardive, soit d'un manque d'assiduité.

Ces prestations ne sont pas considérées comme peines disciplinaires et ne sont pas soumises aux règles établies par le présent chapitre.

Articles 51 à 53.-

... (texte des articles 48 à 50 du projet du Gouvernement) ...

CHAPITRE XII. - DES TRAITEMENTS ET AUGMENTATIONS PERIODIQUES.

Article 54.-

Le statut pécuniaire du personnel des administrations de l'Etat est applicable aux officiers et agents judiciaires près les parquets, dans celles de ses dispositions auxquelles il n'est pas dérogé par le présent arrêté.

Les traitements des officiers et agents judiciaires sont fixés conformément au tableau annexé au présent arrêté.

.../...

Article 55.-

Les augmentations de traitement triennales peuvent être accordées après deux ans aux officiers et agents judiciaires signalés au choix.

Les propositions d'augmentation au choix sont adressées au Ministre de la Justice, par le procureur général, dans le mois de novembre de chaque année.

CHAPITRE XIII. - DES INDEMNITES ET ALLOCATIONS.

Section 1ère. - Indemnités forfaitaires allouées aux officiers et agents judiciaires.

Article 56.-

Il est accordé aux officiers et agents judiciaires, pour les défrayer des menues dépenses qu'ils sont tenus d'exposer dans l'exercice de leurs fonctions :

1° une indemnité forfaitaire mensuelle pour abonnement et communications téléphoniques;

2° une indemnité forfaitaire journalière.

Les taux de ces indemnités sont fixés conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Article 57.-

L'indemnité forfaitaire mensuelle pour abonnement et communications téléphoniques ne peut

être accordée qu'à partir du 1er du mois qui suit l'installation d'un poste téléphonique au domicile de l'intéressé; celui-ci prendra à sa charge le coût de l'abonnement et des communications téléphoniques.

L'indemnité forfaitaire journalière ne peu être allouée que pour les jours de service effectif.

Article 58.-

Les procureurs du Roi peuvent refuser l'indemnité forfaitaire journalière pour une période d'un à trente jours aux membres de la police judiciaire dont l'activité a été insuffisante ou qui auront négligé les intérêts du service.

Ils vérifieront les états mensuels et réprimeront les abus qui seraient constatés.

Section 2. - Allocations et indemnités allouées aux membres des commissions d'examens et à leurs collaborateurs.

Article 59.-

Des allocations sont octroyées aux membres des commissions d'examens, aux médecins, aux techniciens et aux professeurs chargés de procéder aux examens d'officier et d'agent judiciaire, de chef et d'opérateur de laboratoire, du personnel de maîtrise et des gens de métier et de service, pour autant que ces prestations soient fournies en dehors des heures normales de service.

Les taux de ces allocations sont fixés par séance pour les membres des commissions et par heure pour les médecins, techniciens et professeurs, conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Article 60.-

Les personnes appartenant à l'administration de l'Etat ont droit aux indemnités de frais de parcours et de séjour qui leur sont allouées selon la réglementation en vigueur; les autres ont droit aux indemnités pour frais de parcours et de séjour dont bénéficient les agents de l'Etat ... (à compléter, voir avis ci-dessus) ...

CHAPITRE XIV. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 61.-

Par mesure transitoire, pour l'application de l'article 17 il peut être tenu compte, à concurrence de la moitié, des années de service actif accompli dans la police communale ou dans la gendarmerie, à l'égard des agents/inspecteurs judiciaires nommés avant le 23 août 1951 en vertu de l'article 2, alinéas 2 et 3, de l'arrêté royal du 7 mai 1921, modifié par l'arrêté royal du 13 avril 1937, qui ont exercé les fonctions d'agent judiciaire depuis cinq ans au moins, ou qui ont accompli, antérieurement à leur nomination, cinq années au moins de service actif dans la police communale ou dans la gendarmerie, s'ils ont subi l'examen prévu par le 4° de l'alinéa 1er de l'article 6 du présent arrêté.

Articles 62 et 63.-

... (texte des articles 59 et 60 du projet du Gouvernement, sous réserve de se référer à l'article 61 au lieu de l'article 58) ...

Article 64.-

Par dérogation à l'article 8, 3°, il n'y a pas de limite d'âge pour la nomination à la fonction d'officier judiciaire des agents judiciaires en fonction avant le 1er juillet 1953.

Article 65.-

... (texte de l'article 62 du projet du Gouvernement) ...

Article 66.-

Jusqu'au 1er février 1955, la limite d'âge pour les candidates aux fonctions d'officier et d'agent judiciaires est fixée respectivement à 45 ans et à 40 ans.

Article 67.-

Le chef du service radiotechnique en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté prend le titre de chef du réseau de radiocommunications.

Article 68.-

Les employés, messagers et chauffeurs-mécaniciens attachés aux officiers judiciaires, en

fonction le 9 avril 1951, restent régis par leurs statuts administratifs et pécuniaires.

CHAPITRE XV. - DISPOSITIONS FINALES.

Articles 69 à 71.-

... (texte des articles 65 à 67 du projet du Gouvernement) ...

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice.

\+

\+ +

ANNEXE.

L'annexe du projet devrait être précédée des titre et sous-titres suivants :

"ANNEXES.

I. Cadre et traitements des officiers et agents judiciaires.".

Tableau, 1ère partie. Il faut écrire : "Officier commissaire aux délégations judiciaires et officier judiciaire".

Ibidem, note, alinéa 2. Ecrire :

"plus de trois officiers", et plus loin : "outre l'officier commandant la police judiciaire du parquet, un nombre ...".

Tableau, 3ème partie. Ecrire :

"Agent-inspecteur judiciaire et agent judiciaire à l'essai".

Tableau, 4ème partie.

Il serait utile d'ajouter, après "Opérateur de laboratoire ...", "Opérateur de radio".

II. (Voir observation VII ci-dessus).

Le Conseil d'Etat propose, en liaison avec les textes proposés ci-dessus pour les articles 56 et 59, une annexe III rédigée comme suit :

III. Taux des indemnités et allocations.

A. Indemnités octroyées aux officiers et agents judiciaires (article 56).

1° Indemnité forfaitaire mensuelle pour abonnement et communications téléphoniques : . . . . . 250 francs

2° Indemnité forfaitaire journalière : 30 francs

.../...

B. Allocations octroyées aux membres des commissions d'examens et à leurs collaborateurs (article 59).

1° Membres des commissions :

par séance : . . . . 100 francs

2° Collaborateurs : par heure :

a) Médecins : . . . . . 150 francs

b) Techniciens et professeurs . . 75 francs.

I.

Daar de meeste bepalingen van het ontwerp ongewijzigd overgenomen zijn uit de geldende besluiten die het coördineert, zou men best de geheel of de gedeeltelijk nieuwe bepalingen scheiden van die welke eenvoudig gecoördineerd worden.

Onder de nieuwe bepalingen is te vermelden, artikel 10 van het ontwerp dat het stelsel der voorkeurrechten, ingevoerd bij de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947, buiten toepassing verklaart bij de werving voor alle ambten van gerechtelijk officier en agent, en niet meer, zoals in het koninklijk besluit van 28 Januari 1953, bij de werving van vrouwelijke officieren en agenten alleen. Om te beantwoorden aan de geest van artikel 5, tweede lid, van voornoemde wet, waarin artikel 10 van het ontwerp zijn rechtsgrond vindt, is een motivering van die afwijking vereist.

Om die tweevoudige reden stelt de Raad van State voor, in de inleiding drie nieuwe leden in te voegen.

II.

Volgens de brief van 18 Maart 1953, waarbij om het advies van de Raad van State wordt verzocht, hebben het comité tot regeling van de gerechtelijke politie en de paritaire commissie geadviseerd over de nieuwe bepalingen betreffende de leeftijd van toelating der candidaat-gerechtelijke officieren en candidaat-gerechtelijke agenten.

.../...

Of het regelingscomité over al de overige nieuwe bepalingen en de paritaire commissie van advies over de bepalingen aangaande de materiële en de beroepsbelangen van de leden der gerechtelijke politie dezelfde adviezen hebben gegeven, is de Raad van State niet bekend

III.

De Raad van State geeft in overweging, artikel 1 aan te vullen met een tweede lid betreffende het personeel dat aan de gerechtelijke officieren is toegevoegd en waarvan het kader bij ministerieel besluit van 30 Maart 1951 werd vastgesteld.

IV.

In verband met artikel 6, verwijst de Raad van State naar zijn advies nr L.2957/1 over het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de vrouwelijke gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, dat het koninklijk besluit van 28 Januari 1953 is geworden en waarin hij had voorgesteld, de bij het ministerieel besluit van 1 Maart 1937 gestelde toelatingsvereisten welke niet voorgeschreven waren bij het organiek koninklijk besluit, in dit laatste op te nemen. Dezelfde bedenking geldt voor de vereisten in zake werving der mannelijke gerechtelijke officieren en agenten en verklaart meteen het nieuw 4° en het 6°, welke ingevoegd zijn in de hierna voor artikel 6 voorgestelde tekst, alsmede 4°, 5° en 7° van het nieuw artikel 8 dat de Raad van State voorstelt aan het ontwerp toe te voegen.

.../...

V.

Bij de vaststelling van de rangorde heeft men in artikel 21 van het ontwerp de technische officieren en agenten over het hoofd gezien. Het artikel moet dan ook in dat opzicht aangevuld worden.

VI.

Het tweede lid van artikel 21 qualificeert "graad" elke van de benamingen die in het eerste lid zijn opgesomd. De keuze van die term is niet gelukkig omdat één van die benamingen, en wel "gerechtelijk agent-inspecteur", niet beantwoordt aan een graad maar aan een titel, welke de andere gerechtelijke agenten dan de operateurs verkrijgen wanneer zij op het einde van de proeftijd in hun ambt worden bestendigd. Om de term "graad" uit de weg te gaan, stelt de Raad van State een tekst voor waarin met deze bedenking rekening wordt gehouden.

VII.

De Raad van State geeft de aanbeveling, de beschrijving van het kostuum in een bijlage op te nemen. Artikel 22 van het ontwerp zou kunnen luiden als volgt :

"De gerechtelijke officieren bij de parketten zijn gemachtigd het ceremoniekostuum als beschreven in bijlage II van dit besluit, te dragen.".

.../...

De bijlage zou dan kunnen worden :

"II. Ceremoniekostuum der gerechtelijke officieren.

Kostuum der mannelijke officieren.

Gekleede rok ... enz...".

Die bijlage zou men later eventueel kunnen aanvullen met de beschrijving van het kostuum der vrouwelijk officieren.

VIII.

In artikel 23 lijkt het weinig oordeelkundig naar de twee besluiten te verwijzen. Het koninklijk besluit van 3 December 1839 spreekt immers van een "gordel met franje in de nationale kleuren", terwijl deze franje "in zilver" is voor de commissaris waarvan sprake in artikel 126 van de gemeentewet (hoofdcommissaris). Het koninklijk besluit van 7 Februari 1859, van zijn kant, bepaalt dat het kostuum zoals vastgesteld bij het koninklijk besluit van 3 December 1839 onveranderd blijft, maar dat de Minister aan de gemeenten die daartoe aanvraag doen, machtiging kan verlenen om het overeenkomstig een nieuwe beschrijving te wijzigen. Volgens deze laatste beschrijving is de gordel in zwarte en gele zijde met rode franje.

Artikel 23 zou derhalve een beschrijving van de gordel moeten geven en de verwijzingen achterwege late

IX.

Ter wille van de overeenstemming met artikel 26 van het ontwerp, stelt de Raad van State voor, de ter "brigade" niet te gebruiken in artikel 25, 2°.

X.

Gezien de bewoordingen van artikel 36 van het ontwerp, is de Raad van State van advies dat het tweede en het derde lid van artikel 25, 3°, overbodig zijn en moeten wegvallen.

XI.

Naar het oordeel van de Raad van State zegt in artikel 31, de volzin : "het hoofd van het radio-verbindingsnet ... is verantwoordelijk tegenover de Regie van Telegraaf en Telefoon voor de naleving van de internationale en nationale reglementeringen inzake radioverbindingen" niet duidelijk welke de toestand is van het hoofd van dit net.

Beter ware te zeggen, dat de met de dienst voor radioverbinding belaste leden der gerechtelijke politie de desbetreffende onderrichtingen van de Regie van Telegraaf en Telefoon moeten nakomen.

Krachtens artikel 3 van de wet van 14 Mei 1930 immers, mag niemand mededelingen per radio uitzenden of ontvangen zo hij door de Minister van Verkeerswezen, onder bepaalde door hem vastgestelde voorwaarden, daartoe niet individueel gemachtigd is.

.../...

Overtreding van de bepalingen der wet van 14 Mei 1930 brengt strafrechtelijke verantwoordelijkheid van de dader met zich (artikel 6).

Volgens inlichtingen door het Ministerie van Justitie verstrekt, heeft het hoofd van het net die persoonlijke machtiging bekomen en heeft hij zijn dienste dienovereenkomstig ingericht.

Anderzijds staat het hoofd van het radioverbindingsnet, wat de tucht betreft, onder de bevelen van de commissaris-generaal (artikel 30) en heeft hij hoedanigheid van gerechtelijk officier (artikel 5). Tuchtstraffen kunnen hem, naar gelang van hun zwaarte, opgelegd worden door de procureur-generaal (artikel 48), hetzij door de Koning (artikel 49), op advies van het regelingscomité (artikel 49).

Zo hij zich bijgevolg aan een disciplinair vergrijp schuldig maakt, moet hij hiervan geen rekenschap geven voor de Regie van Telegraaf en Telefoon, zelfs wanneer dit vergrijp speciaal in verband staat met zijn dienst.

XII.

De tekst voor het 2° van artikel 40 voorgesteld, komt in feite neer op een uitsluiting uit het comité van a le leden van de radiodienst en van de laboratoria. In dit geval immers, dekt de benaming "gerechtelijk officier" de graad en niet de hoedanigheid; derhalve kan zij noch op het hoofd van het radioverbindingsnet, noch op de laboratoriumleiders worden toegepast. De operateurs van hun kant hebben niet de titel van inspecteur.

.../...

XIII.

De Raad van State acht het verkieslijk het slot van het 2° van artikel 40 en de woorden "en voor dezelfde duur" die voorkomen aan het einde van het 4°, over te nemen in een tweede lid dat er zou uitzien als volgt :

"Het mandaat der bijzitters en der plaatsvervangende leden duurt twee jaar. Het is vernieuwbaar.".

XIV.

De artikelen 48, 49 en 50 behandelen afzonderlijk de graden der gerechtelijke officieren en agenten op wie zij van toepassing zijn. Onder deze graden zijn echter die van de technische officieren en agenten niet vermeld.

XV.

De Raad van State is van advies dat de bepaling betreffende de wedden der gerechtelijke officieren en agenten onder hoofdstuk XII van het ontwerp thuishoren. De woorden "en de wedden" zouden in artikel 1 moeten wegvallen.

XVI.

De Raad van State merkt op, dat de verwijzing in artikel 57 naar de "weddeschalen V, VI en VII" in onbruik is geraakt ingevolge de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 16 Februari 1953 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries.

\+

\+ \+

Voor het overige zijn in het ontwerp een aantal vormwijzigingen aan te brengen die opgenomen zijn in de hierna voorgestelde tekst.

KONINKLIJK BESLUIT TOT INRICHTING VAN DE GERECHTELIJKE POLITIE BIJ DE PARKETTEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 7 April 1919 tot instelling van gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, gewijzigd bij de wet van 21 Augustus 1948 tot afschaffing van de officiële reglementering van de prostitutie;

Gelet op de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting, namelijk op artikel 157 gewijzigd bij artikel 9 van de wet van 31 Juli 1920;

Gelet op de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947, namelijk op artikel 5, tweede lid;

Overwegende dat het opportuun is de gehele reglementering aangaande de gerechtelijke politie bij de parketten in één tekst te verenigen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de bepalingen inzake toelatingsleeftijd der gerechtelijke

.../...

officieren en agenten te wijzigen, de bepalingen betreffende het radioverbindingsnet eigen aan de gerechtelijke politie bij de parketten om te werken en, tenslotte, op de gerechtelijke officieren en agenten het geldelijk statuut van het personeel der Rijksbesturen toe te passen;

Overwegende dat voor de ambten van gerechtelijk officier en van gerechtelijk agent uiteraard bijzondere waarborgen van vertrouwen vereist zijn;

Gelet op het advies van de paritaire commissie van advies bij het comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten;

Gelet op het advies van het comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - KADER.

Artikel 1.-

Het organiek kader en de wedden van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten zijn vastgesteld overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tabel.

.../...

In de kaders van de parketten der rechtbanken van eerste aanleg, bepaalt de Minister van Justitie hoeveel adjunct-secretarissen, adjunct-secretarissen-titulair, bedienden, boden en autobestuurders-werktuigkundigen speciaal aan de gerechtelijke officieren toegevoegd zijn.

Artikelen 2 en 3.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 4.-

Een net van radioverbinding wordt opgericht, eigen aan de gerechtelijke politie bij de parketten.

Artikel 5.-

De technische uitrusting van dat net omvat :

1° een radiotechnisch laboratorium voor de gerechtelijke politie bij het parket te Brussel;

2° een centraal zend- en ontvangststation voor de gerechtelijke politie bij het parket te Brussel, voor de nationale en internationale verbindingen;

3° een zend- en ontvangststation voor de gerechtelijke politiën bij de parketten welke de Minister van Justitie bepaalt.

Het hoofd van het net heeft hoedanigheid van gerechtelijk officier; de operateurs hebben de hoedanigheid van gerechtelijk agent.

.../...

HOOFDSTUK II.- WERVING.

Afdeling 1.- Mannelijk personeel.

Artikel 6.-

Om tot gerechtelijk agent te worden benoemd, moet de candidaat :

1° Belg zijn en de burgerlijke en politieke rechten genieten;

2° aan de militiewetten voldaan hebben;

3° ten minste 21 en ten hoogste 32 jaar oud zijn;

4° lagere middelbare of ten minste gelijkwaardige studiën volledig gedaan hebben dan wel een openbaar ambt uitoefenen waarvoor zodanige studiën vereist zijn;

5° geslaagd zijn voor het bekwaamheidsexamen waarvan de Minister van Justitie het programma vaststelt;

6° aangenomen zijn door een geneeskundige commissie ingesteld door de Minister van Justitie, die de vereister van lichamelijke geschiktheid bepaalt.

Artikel 7.-

Tot gerechtelijk agent kunnen zonder bekwaamheidsexamen en zonder aan de vereisten in zake studiën te moeten voldoen benoemd worden, de candidaten ten minste 30 en ten hoogste 35 jaar oud die tot het rijkswachtkorps of tot een gemeentelijke politie behoren en er ten minste acht jaar werkelijke dienst tellen, tijdens welke

.../...

zij hebben doen blijken van bijzondere geschiktheid voor de functies die zij bij de gerechtelijke politie zullen moeten uitoefenen.

Die candidaten worden benoemd op voordracht van het comité tot regeling van de gerechtelijke politie. Voor de anciënniteit nemen zij rang in op de dag van hun benoeming.

Deze benoemingen zijn slechts mogelijk voor zover het aantal mannelijke agenten aldus benoemd en vrouwelijke agenten, benoemd bij toepassing van artikel 12, in elk arrondissement niet meer bedraagt dan een tiende van het totaal aantal aldaar in functie zijnde agenten.

Artikel 8.-

Om tot gerechtelijk officier te worden benoemd, moet de candidaat :

1° Belg zijn en de burgerlijke en politieke rechten genieten;

2° aan de militiewetten voldaan hebben;

3° ten minste 25 en ten hoogste 35 jaar oud zijn, ten hoogste 45 jaar voor een gerechtelijk agent;

4° doctor in de rechten, officier van politie of gerechtelijk agent zijn of geslaagd zijn voor het examen van gerechtelijk agent;

.../...

5° hogere middelbare of gelijkwaardige studiën volledig gedaan hebben dan wel een openbaar ambt uitoefenen waarvoor zodanige studiën vereist zijn;

6° geslaagd zijn voor het bekwaamheidsexamen waarvan de Minister van Justitie het programma vaststelt;

7° behalve de gerechtelijke agenten in functie, goed bevonden zijn door een geneeskundige commissie ingesteld door de Minister van Justitie, die de vereisten van lichamelijke geschiktheid bepaalt.

Artikel 9.-

Niemand kan tot leider van het laboratorium te Brussel worden benoemd, zo hij geen titularis is van de academische graad van doctor in de wetenschappen of van burgerlijk scheikundig ingenieur.

Artikel 10.-

De Minister van Justitie bepaalt, met inachtneming van wat de algemene reglementering betreffende de privé-instellingen voor radioverbinding voorschrijft, de verdere vereisten in zake werving der gerechtelijke officieren en agenten van het radioverbindingsnet.

Afdeling 2.- Vrouwelijk personeel.

Artikel 11.-

... (tekst van artikel 7 van het ontwerp der Regering) ...

.../...

Artikel 12.-

... (tekst van artikel 8 van het ontwerp der Regering, mits de leeftijd der candidaten in cijfers op te geven en het laatste lid te wijzigen als volgt : "... mannelijke agenten benoemd bij toepassing van artikel 7, en vrouwelijke agenten ...") ...

Artikel 13.-

... (tekst van artikel 9 van het ontwerp der Regering, mits aan het begin van het 5° in te voegen : "behalve de gerechtelijke agenten in functie,") ...

Afdeling 3.- Gemene bepalingen.

Artikel 14.-

... (tekst van artikel 10 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 15.-

... (tekst van artikel 13 van het ontwerp der Regering, mits het tweede lid te lezen als volgt : "De gerechtelijke officieren die niet gedurende ten minste twee jaar het ambt van gerechtelijk agent hebben uitgeoefend, worden op proef benoemd voor een jaar.") ...

Artikel 16.-

Na de proeftijd krijgen de gerechtelijke agenten andere dan de operateurs en die in hun ambt bestendigd worden, de titel van gerechtelijk agent-inspecteur.

.../...

HOOFDSTUK III. - BEVORDERING.

Artikelen 17 en 18.-

... (tekst van de artikelen 15 en 16 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 19.-

... (tekst van artikel 17 van het ontwerp der Regering, mits een tweede lid toe te voegen, luidend als volgt :

"Deze bepaling is niet van toepassing ten aanzien van de laboratoriumleiders, noch van het hoofd van het radioverbindingsnet.") ...

Artikelen 20, 21 en 22.-

... (tekst van de artikelen 18, 19 en 20 van het ontwerp der Regering) ...

HOOFDSTUK IV. - HIERARCHIE.

Artikel 23.-

... (eerste lid : tekst van artikel 21 van het ontwerp der Regering) ...

In de ambtsuitoefening is gehoorzaamheid verschuldigd volgens bovenstaande rangorde.

.../...

HOOFDSTUK V. - AMBTSKLEDIJ.

Artikel 24.-

De gerechtelijke officieren bij de parketten zijn gemachtigd het ceremoniekostuum als beschreven in bijlage II van dit besluit te dragen.

HOOFDSTUK VI. - Rangtekenen.

Artikel 25.-

... (zie opmerking aangaande artikel 23 van het ontwerp in bovenstaand advies) ...

Artikel 26.-

... (tekst van artikel 24 van het ontwerp der Regering) ...

HOOFDSTUK VII. - AMBTSBEVOEGDHEDEN.

Artikel 27.-

De officier-commissaris-generaal bij de rechterlijke opdrachten heeft namelijk in zijn bevoegdheid :

1° het beheer en de directie van het Centraal Signalementenblad, het bestuur van het Centraal Documentatiebureau in zake nationale en internationale politie op de misdadigers;

.../...

2° de coördinatie van de betrekkingen en verhoudingen tussen de gerechtelijke politie bij de parketten en het Centraal Documentatiebureau;

3° onder de leiding van de procureurs-generaal bij de hoven van beroep, de verbinding tussen de diensten van gerechtelijke politie bij de parketten voor de uitvoering van de hem opgelegde dienstverrichtingen;

4° onder de leiding van dezelfde procureurs-generaal, het toezicht en de contrôle over het radioverbindingsnet van de gerechtelijke politie bij de parketten, alsmede de coördinatie van de verbindingen tussen de verschillende stations van dat net;

5° de radioverbindingen met het buitenland.

Artikelen 28 en 29.-

... (tekst van de artikelen 26 en 27 van het ontwerp der Regering, mits te lezen "gerechtelijke politie" in plaats van "rechterlijke politie") ...

Artikel 30.-

De vrouwelijke gerechtelijke officieren en agenten toegevoegd aan de gerechtelijke politie bij een parket vormen een afdeling van vrouwelijke gerechtelijke politie onder de leiding van een vrouwelijk gerechtelijk officier of agent, onmiddellijk afhangend van de officier die het bevel voert over de gerechtelijke politie bij het parket of van de door hem aangeduide eerstaanwezende commissaris. Zij wordt door toedoen van deze laatste belast met de verrichtingen voorgeschreven door de magistraten van de rechterlijke orde en maakt hem de processen-verbaal en verslagen over.

.../...

Artikel 31.-

... (tekst van artikel 29 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 32.-

Het hoofd van het radioverbindingsnet staat voor zijn in artikel 33 omschreven bevoegdheden rechtstreeks onder het bevel van de commissaris-generaal bij de rechterlijke opdrachten.

Artikel 33.-

Het hoofd van het net wordt belast met de technische inrichting en leiding van het radioverbindingsnet.

Hij waakt voor de theoretische en practische opleiding van al het personeel dat de uitrusting van het net zal bedienen.

In het vervullen van zijn ambt mag hij onderrichtingen geven en toezicht uitoefenen, voor alles wat op technische vraagstukken van het radioverbindingsnet betrekking heeft.

De officieren die bevel voeren over de gerechtelijke politie bij de parketten zijn hem tot het vervullen van zijn taak bijstand verschuldigd.

De procureurs des Konings regelen in hun arrondissement de verbinding met de overige radio-

.../...

verbindingsnetten van het land.

Artikel 34.-

De leden van de gerechtelijke politie belast met de dienst der radioverbindingen moeten de instructies van de Regie van Telegraaf en Telefoon ter zake nakomen.

HOOFDSTUK VIII. - COMITE TOT REGELING VAN DE GERECHTELIJKE POLITIE BIJ DE PARKETTEN.

Artikel 35.-

... (tekst van artikel 32 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 36.-

Onder voorbehoud van de bevoegdheden van de paritaire commissie van advies, opgericht bij het regelingscomité, oefent dit laatste de volgende bevoegdheden uit :

1° het bereidt de ontwerpen voor van algemene besluiten betreffende de gerechtelijke politie, haar radioverbindingsnet en de laboratoria voor wetenschappelijke politie;

2° het regelt, onder de goedkeuring van de Minister, al de kwesties betreffende de werkwijze van die diensten;

.../...

3° het brengt advies uit over de benoemingen, bevorderingen, weddeverhogingen en overplaatsingen van het personeel dezer diensten alsmede over de aan dit personeel te verlenen eretekens;

4° het brengt advies uit over de toepassing van de bij artikel 49 van dit besluit bepaalde tuchtstraffen.

Wanneer het om advies wordt verzocht over een voorstel tot overplaatsing van ambtswege in het belang van de dienst, hoort het de betrokkene.

Artikel 37.-

Van dit comité zijn lid :

1° de procureurs-generaal bij de drie hoven van beroep;

2° een door de Minister van Justitie aangewezen ambtenaar of dezes plaatsvervanger;

3° ... (zoals in het ontwerp der Regering) ...

Artikel 38.-

... (tekst van artikel 35 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 39.-

De Minister van Justitie of het regelingscomité kan leden van de magistratuur, ambtenaren, gerechtelijke officieren of agenten verzoeken aan de werkzaamheden deel te nemen.

.../...

Telkens wanneer hij het nuttig acht, verzoekt de voorzitter van het regelingscomité de commissaris-generaal bij de rechterlijke opdrachten aan de werkzaamheden van het comité met raadgevende stem deel te nemen.

Artikelen 40 tot 42.-

... (tekst van de artikelen 37 tot 39 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 43.-

... (tekst van artikel 40 van het ontwerp der Regering, mits de laatste twee volzinnen van het 2° te schrappen) ...

Artikelen 44 en 45.-

... (tekst van de artikelen 41 en 42 van het ontwerp der Regering) ...

HOOFDSTUK X. - GEMEENE BEPALING VOOR DE HOOFDSTUKKEN VIII EN IX.

Artikel 46.-

... (tekst van artikel 43 van het ontwerp der Regering, mits in fine te lezen : "... hebben geen recht op bezoldiging; zij ontvangen de normale vergoedingen van reis- en verblijfkosten") ...

.../...

HOOFDSTUK XI. - TUCHT.

Artikel 47.-

Tegen de leden van het personeel der gerechtelijke politie bij de parketten, die aan hun beroepsplichten te kort komen of die de waardigheid van hun ambt in opspraak brengen, kunnen tuchtstraffen worden genomen.

Artikel 48.-

... (tekst van artikel 45 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 49.-

De weddeverhoging die aan een personeelslid moet worden toegekend nadat tegen hem een tuchtstraf is genomen, wordt uitgesteld :

1° met een jaar, na de berisping alsmede na de eerste waarschuwing vanwege de procureur-generaal krachtens artikel 280 van het Wetboek van strafvordering;

2° met twee jaar, na de berisping onder verbeurte van wedde;

3° met drie jaar na de terugstelling, na de schorsing, na het gebod krachtens artikel 281 van hetzelfde Wetboek, alsmede na enige nieuwe waarschuwing krachtens artikel 280 van dat Wetboek.

.../...

Die maatregel brengt geen wijziging in de tijdstippen waarop latere weddeverhogingen moeten toegekend worden.

Artikel 50.-

Tot compensatie voor een onregelmatige afwezigheid van korte duur, een te laat komen of een gemis aan dienstijver kan de officier die het bevel voert over een gerechtelijke politie, bijkomende prestaties opleggen.

Deze prestaties worden niet als tuchtstraffen aangemerkt en vallen niet onder de in dit hoofdstuk bepaalde regelen.

Artikelen 51 tot 53.-

... (tekst van de artikelen 48 tot 50 van het ontwerp der Regering, mits artikel 49, tweede lid, tweede zin, als volgt te lezen : "het doet een beroep, om met hem stemgerechtigd zitting te nemen, op drie leden van het personeel ... , met de onmiddellijk lager rang, jaarlijks aangewezen door ... parketten", en in artikel 50, eerste lid, "... uit zijn betrekking verwijderd worden") ...

HOOFDSTUK XII.- WEDDEN EN PERIODIEKE VERHOGINGEN.

Artikel 54.-

Ten aanzien van de gerechtelijke officieren e agenten bij de parketten zijn van toepassing die bepalingen van het geldelijk statuut van het personeel

.../...

der Rijksbesturen waarvan bij dit besluit niet wordt afgeweken.

De wedden der gerechtelijke officieren en agenten zijn vastgesteld overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tabel.

Artikel 55.-

De driejaarlijkse weddeverhogingen kunnen na twee jaar toegekend worden aan de gerechtelijke officieren en agenten met keuze-signalement.

De voorstellen tot het toekennen van weddeverhogingen ter keuze, worden jaarlijks in de maand November door de procureur-generaal aan de Minister van Justitie gericht.

HOOFDSTUK XIII. - VERGOEDINGEN EN UITKERINGEN.

Afdeling 1. - Forfaitaire vergoedingen aan de gerechtelijke officieren en agenten.

Artikel 56.-

Tot bestrijding van de onkosten die de uitoefening van hun ambt met zich brengt, wordt aan de gerechtelijke officieren en agenten verleend :

1° een maandelijkse forfaitaire vergoeding voor telefoonabonnement en -verbindingen;

2° een dagelijkse forfaitaire vergoeding.

.../...

Het bedrag van die vergoedingen is vastgesteld overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tabel

Artikel 57.-

De maandelijkse forfaitaire vergoeding voor telefoonabonnement en -verbindingen kan eerst worden toegekend van af de 1ste der maand die volgt op het plaatsen van een telefoontoestel in de woning van de belanghebbende; deze laatste neemt de kosten van telefoonabonnement en -verbindingen op zich.

De dagelijkse forfaitaire vergoeding mag slechts verleend worden voor de dagen waarop effectief dienst is gedaan.

Artikel 58.-

De procureurs des Konings kunnen de dagelijkse forfaitaire vergoeding voor een periode van een tot dertig dagen weigeren aan de leden der gerechtelijke politie wier activiteit ontoereikend is gewoest of die de belangen van de dienst verwaarloosd hebben.

Zij zullen de maandstaten nazien en tegen de vastgestelde misbruiken ingrijpen.

Afdeling 2.- Vergoedingen en uitkeringen aan de leden der examencommissies en aan hun medewerkers.

Artikel 59.-

Aan de leden der examencommissies, aan de geneesheren, aan de vakkundigen en aan de leraars

.../...

belast met het afnemen der examens van gerechtelijk officier en agent, van laboratoriumleider en van laboratoriumoperateur van het meesters-, vak- en dienstpersoneel, worden uitkeringen gedaan voor zover die prestaties buiten de normale diensturen worden verricht.

Het bedrag van deze uitkeringen wordt voor de leden der commissie per zitting, en voor de geneesheren, vakkundigen en leraars per uur vastgesteld overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tabel.

Artikel 60.-

Zij die tot de Rijksbesturen behoren, hebben recht op de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten die hun volgens de geldende regeling zijn toegekend; de overigen hebben recht op de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten als verleend aan het Rijkspersoneel ... (aan te vullen, zie advies hierboven) ...

HOOFDSTUK XIV. - OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 61.-

Bij overgangsmaatregel kunnen voor de toepassing van artikel 17, de jaren werkelijke dienst bij de gemeentepolitie of de rijkswacht voor de helft in aanmerking worden genomen ten aanzien van de gerechtelijke agenten-inspecteurs, benoemd vóór 23 Augustus 1951 krachtens artikel 2, tweede en derde lid, van het

.../...

koninklijk besluit van 7 Mei 1921, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 April 1937, die sedert ten minste vijf jaar het ambt van gerechtelijk agent hebben uitgeoefend, of die vóór hun benoeming ten minste vijf jaar werkelijke dienst bij de gemeentepolitie of de rijkswacht tellen, indien zij het examen bepaald in 4° van het eerste lid van artikel 6 van dit besluit hebben afgelegd.

Artikelen 62 en 63.-

... (tekst van de artikelen 59 en 60 van het ontwerp der Regering, mits te verwijzen naar artikel 61 in plaats van artikel 58) ...

Artikel 64.-

In afwijking van artikel 8, 3°, is er geen grensleeftijd voor de benoeming tot het ambt van gerechtelijk officier van de gerechtelijke agenten, in functie vóór 1 Juli 1953.

Artikel 65.-

... (tekst van artikel 62 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 66.-

Tot 1 Februari 1955 wordt de grensleeftijd voor de vrouwelijke candidaten voor het ambt van gerechtelijk officier of agent onderscheidenlijk vastgesteld op 45 en 40 jaar.

.../...

Artikel 67.-

Het hoofd van de radiotechnische dienst in functie op het tijdstip waarop dit besluit in werking treedt, neemt de titel van hoofd van het radioverbindingsnet.

Artikel 68.-

De aan de gerechtelijke officieren toegevoegd bedienden, boden en autobestuurders-werktuigkundigen die op 9 April 1951 in dienst waren, blijven onderworpen aan hun administratief en geldelijk statuut.

HOOFDSTUK XV. - SLOTBEPALINGEN.

Artikelen 69 tot 71.-

... (tekst van de artikelen 65 tot 67 van het ontwerp der Regering) ...

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

+

+ +

.../...

BIJLAGE.

Aan de bijlage van het ontwerp zouden volgende titel en ondertitel moeten voorafgaan :

"BIJLAGEN.

I. Kader en wedden der gerechtelijke officieren en agenten.".

Tabel, eerste deel. Er dient gelezen :

"Officier commissaris bij de rechterlijke opdrachten en gerechtelijk officier.".

Ibidem, noot, tweede lid. Voorgesteld wordt :

"In de arrondissementen die meer dan drie officieren ... in de andere arrondissementen mag het aantal officieren eerstaanwezende commissarissen, benevens de officier die het bevel voert over de gerechtelijke politie bij het parket, een vierde bedragen van het totaal in dat arrondissement in functie zijnde officieren.".

Tabel, derde deel. Er dient gelezen :

"gerechtelijk agent-eerstaanwezend inspecteur" en "gerechtelijk agent-inspecteur en gerechtelijk agent op proef" ; de noot dient aangepast.

Tabel, vierde deel.

Na "operateur van een laboratorium ..." zou men best "radio-operateur" invoegen.

.../...

II. (Zie opmerking VII hierboven).

Aansluitend aan de tekst die hij voor de artikelen 56 en 59 heeft aanbevolen, stelt de Raad van State een bijlage III voor, luidend als volgt :

III. Bedrag der vergoedingen en uitkeringen.

A. Vergoedingen aan de gerechtelijke officieren en agenten (artikel 56).

1° Maandelijkse forfaitaire vergoeding voor telefoonabonnement en -verbindingen : . . . . . 250 frank

2° Dagelijkse forfaitaire vergoeding : 30 frank

B. Uitkeringen aan de leden der examencommissies en aan hun medewerkers (artikel 59).

1° Leden der commissies :
per zitting : . . . . 100 frank

2° Medewerkers : per uur :
a) geneesheren : . . . . . 150 frank
b) vakkundigen en leraars : . . . . 75 frank.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président
de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter

M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State

P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation
P. ANSIAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Justice.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Justitie.

Le 1953.

Pour le Greffier du Conseil d'Etat,
Le Greffier adjoint,

De 1953.

Voor de Griffier van de Raad van State,
De Adjunct-Griffier,